



Contribution de Fabrice PERROLLET

fabrice.perrollet@gmail.com

Quatre idées pour Nantes, capitale verte européenne 2013

La métropole a lancé un appel citoyen pour des nouveaux projets et pour conforter les actions engagées dans la perspective de Nantes, Capitale verte de l'Europe, en 2013. De nombreuses contributions du Conseil de développement ont déjà été produites sur le thème du développement durable, dont plusieurs seraient pertinentes dans cet appel. Dans cet esprit, je propose quatre idées sur le thème exclusif de la couleur verte.

La première porte sur le thème du toit vert.

De nombreuses études ont déjà été faites sur la volonté de verdir nos toits, notamment quand ceux-ci sont plats. Et la métropole a une volonté d'aller vers des réalisations sur ce sujet. Mais, quand on parle de toiture végétalisée on retrouve toujours un parterre de plantes grasses, de sedum, bref une vision assez terne et monotone. Et si on veut mettre des plantes moins tristes, de type vivaces, graminées aux racines plus conséquentes, il faut absolument que le toit ait été conçu pour supporter une plus grande épaisseur de terre, qui peut devenir très lourde.

On peut arriver à verdir un toit plat, sans repenser les structures du bâtiment, en allant sur une autre forme de verdissement.

Et pourquoi pas mettre des potagers sur ces toits ? Des potagers pensés pour les conditions spécifiques d'un toit d'immeuble. On peut imaginer des jardinières remplies, non pas de terre mais d'un mélange de matière organique qui peut être abondante dans une ville comme Nantes, composé d'une part par les chutes d'élagage d'arbres opéré par la Métropole et d'autre part, par un compost issu d'un lombricomposteur qui pourrait être implémenté en pied d'immeuble, afin d'impliquer les habitants dans ce projet et pour qu'ils deviennent les acheteurs privilégiés de la production.

Enfin, dernier élément, et peut-être le plus important, dans ce substrat sont présents des vers de terre et des champignons, qui, en osmose, vont nourrir tout au long de l'année même les plantes goulues comme les tomates.

Une expérimentation menée à AgroParisTech a donné d'excellents résultats et ne demande que de faibles investissements, tout en offrant aux heureux habitants des légumes frais, ayant du goût, et sains car la pollution urbaine vient essentiellement de particules qui montent très difficilement jusqu'au toit.

Pour la deuxième idée, il suffit de descendre de quelques mètres, du toit au balcon.

Comme pour les toits plats, tous les immeubles n'ont pas forcément de balcon, mais pour ceux qui en ont, de très nombreux restent désespérément vierges. Loin de moi l'idée de proposer de pesants concours de balcons ou de, parfois décourageants, villages fleuris car il existe d'autres voies.

Ainsi, s'il y a des balcons vides, c'est que ces habitants ne se sentent pas concernés ou bien ne savent pas quoi y installer, à part l'inévitable géranium. Alors, pourquoi pas une assistance de la métropole pour aider à aménager ces espaces privés mais qui font partie de la sphère publique, dans le sens où ils y sont visibles ?

De ce fait, une aide pour savoir où mettre quel type de végétal et comment l'installer sur son balcon, pourrait reconforter bien des propriétaires. En privilégiant des espèces indigènes, on pourrait également sortir des inévitables, mais pratiques, bambous, soutenir des producteurs locaux et espérer, en faisant des achats groupés, obtenir des prix moins élevés, qui sont également un frein dans l'investissement de balcon.

Enfin, l'aide pourrait être également à disposition des personnes qui ont déjà des plantes sur leurs balcons, mais qui désespèrent de les voir dépérir et qui seraient désireuses de bons conseils.

En descendant encore de quelques mètres, nous arrivons à la voie publique et le lieu de ma troisième idée verte, que l'on pourrait appeler "trottoir vert"

Elle découle de ce qui se fait dans quelques écoquartiers (notamment dans le fameux écoquartier de Fribourg en Allemagne), mais qui peut être étendu, si ne ce n'est à l'ensemble de la ville, tout au moins à des périmètres plus importants qu'un groupe d'immeubles.

Je me souviens que lorsque je suis venu vivre à Nantes, lors de mes premiers déplacements, j'ai été frappé par la grande minéralité des espaces publics. Le nombre de mètres carrés de granit posé sur le sol de la ville est réellement impressionnant, même si cela est repris de plus en plus par d'autres villes.

Mais, voir une place comme la place Royale —il en sera de même pour la future place Graslin— est surprenant avec un tel espace minéral où le végétal n'a de mise que sur des jardinières, repoussées sur la périphérie.

Nulle envie de ma part de repenser ces espaces emblématiques de Nantes, mais plutôt de proposer, dans certaines rues, qu'une partie de l'espace public que constituent les trottoirs ou autres éléments imperméables, soit privatisée au profit de leurs habitants, que ce soit des maisons ou des immeubles. Privatisée à la seule condition que nulle entrave ne soit posée (barrière, murs...) et que cela soit mis à profit pour y planter des arbres, de la végétation et que des emplacements de halte temporaire comme des bancs ou autres éléments permettant à des personnes de se croiser et de parler avec d'autres, soient installés.

Là encore, la ville serait mise à contribution pour apporter son aide dans le choix des végétaux qui doivent trouver leur place et encore plus dans la mise en oeuvre du projet que les habitants doivent s'approprier.

Cela pourrait aider à ce que certaines rues ne soient plus aussi désertiques, ce qui est encore plus rageant quand on devine, derrière de hauts murs, une végétation luxuriante.

Ma quatrième proposition est proche de la précédente et peut être complémentaire, mais pas seulement.

Comme elle, elle ne peut être étendue à toute la ville, mais on peut toutefois la mettre en oeuvre dans des zones denses, je pense notamment au square Daviais, place de la petite Hollande, qui pourrait constituer un bon lieu d'accueil.

Le but est d'infiltrer l'eau de pluie au lieu de la faire ruisseler. Ainsi, au lieu d'avoir des caniveaux qui vont prendre l'eau de pluie pour la conduire vers des égouts, puis vers des centres de traitements des eaux usées, dont la taille et le nombre ne font que s'accroître, pourquoi ne pas traiter cette eau de pluie sur place ? Pourquoi ne pas remplacer les caniveaux par des noues qui pourraient converger vers une mare, qui permettrait, avec les végétaux idoines, de purifier l'eau qui a été souillée par le passage des voitures et leurs résidus, de nourrir d'autres végétaux et animaux aquatiques ? Outre l'aspect écologique, cela permettrait d'avoir moins de papier gras et autres déchets au sol, car on aura toujours plus de réticence à salir des espaces verts, surtout publics.

En fait, l'idée commune à ces propositions est d'éviter de dépenser de l'argent pour traiter de l'eau, celle de la pluie, qui à l'arrivée était pure et qui en n'étant pas utilisée, devient sale, nécessitant alors un traitement coûteux. Si la métropole lançait une grande initiative pour qu'une grande partie des maisons individuelles utilisent l'eau de pluie pour les toilettes, pour laver le linge et pour l'arrosage des jardins ou à minima pour l'infiltrer sur leur terrain, les installations d'épuration d'eau de la métropole pourraient servir plusieurs années supplémentaires.

Et si on offre une aide aux propriétaires de balcon pour les fleurir, il faut bien arroser les plantes. Si, désormais, les nouveaux immeubles prenaient en compte dès la conception, l'eau de pluie, généralement en l'infiltrant plus dans des parterres végétaux, on pourrait réfléchir aux parcs existants, avec les contraintes généralement de place.

Une réserve d'eau de pluie placée sur la voie publique, en dessous de la descente d'eau de pluie peut avoir une utilité pour les habitants, mais également pour la collectivité qui pourrait utiliser cette eau de pluie pour laver la voirie, sans prendre l'eau potable comme on le fait aujourd'hui.

Et pour clore cette contribution, je me permets juste une dernière proposition aux élus de la métropole, qui serait la création d'une cellule, pas de prospective mais de réalisation, avec un budget annuel. Budget pour mettre en œuvre des propositions issues d'associations, d'habitants et même d'élus, sans passer par des études longues et coûteuses, qui deviennent presque inutiles pour des projets d'envergure faible. Ces micro-projets pourraient défricher quelques pistes pour d'autres projets qui pourraient devenir plus conséquents et dont les études nécessaires, qui devraient les précéder, pourraient alors bénéficier de l'expérience déjà acquise.